

PACTE POUR L'IMMIGRATION **Bruxelles ajoute sa pierre au projet français**

L'immigration est une nécessité pour l'Union européenne, mais si elle doit être encadrée et contrôlée pour des raisons de sécurité, elle ne doit pas souffrir de discriminations, soutient la Commission européenne dans des propositions dont l'AFP a obtenu une copie vendredi.

La Commission ne rejette pas le controversé «contrat d'intégration» proposé par la France dans son projet de «Pacte pour l'immigration et l'asile». Mais Bruxelles ne veut pas en faire une obligation, contrairement à la proposition française, et insiste sur la non-discrimination pour permettre aux immigrants de «développer leur potentiel».

La communication de Bruxelles sur «une politique commune d'immigration» et un projet de «plan pour une politique de l'asile» seront présentés le mardi 17 juin au Parlement européen à Strasbourg, a indiqué hier le porte-parole de la Commission, Johannes Laitenberger.

«Ces deux documents visent à nourrir le débat prévu sur ces sujets pendant le semestre de présidence française» de l'UE, a-t-il souligné. «Ils suggèrent des principes, des actions et des moyens», a-t-il précisé.

Au même moment, les députés européens seront appelés à se prononcer sur un compromis approuvé par les Etats membres pour faciliter l'expulsion des étrangers en situation irrégulière.

De nombreux élus dénoncent le caractère trop répressif de ces mesures et critiquent également, pour les mêmes raisons, le plan français.

Les autorités espagnoles ont pour leur part fait connaître publiquement leurs réserves sur les dispositions du contrat d'intégration, notamment l'obligation qui serait faite aux nouveaux arrivants d'apprendre la langue nationale et les valeurs européennes.

«Nos propositions sont complémentaires au projet français», assure la Commission.

«La proposition française est plus politique dans les définitions. Notre plan est plus concret, plus pragmatique», soutient-elle. La Commission européenne fait 10 propositions : elle rejette les régularisations massives pratiquées par l'Italie et l'Espagne, réclame la «tolérance zéro pour les trafiquants d'êtres humains» et insiste sur la nécessité de «mesures efficaces et durables» pour assurer un retour des étrangers en situation irrégulière.

Elle plaide pour la mise en place d'une politique commune de visas avec des documents utilisant les nouvelles technologies et leur délivrance dans des «centres consulaires communs représentant tous les Etats membres».

Mais Bruxelles préconise également des programmes d'intégration pour les nouveaux arrivants et réclame la non-discrimination pour l'accès aux emplois et à la protection sociale. La Commission évoque à cette occasion «les droits et les devoirs que les nouveaux arrivants pourront être appelés à respecter dans le cadre de procédures nationales spécifiques» et cite entre parenthèses le contrat d'intégration.

L'immigration et l'asile sont devenues des priorités pour l'Union européenne. Les Etats membres font face difficilement à l'immigration clandestine et au travail au noir généré par la présence de près de 12 millions d'étrangers en situation irrégulière sur leurs territoires.

«L'immigration fait partie des réalités économiques et sociales de l'Europe et le «statu quo» n'est pas une option. Nous devons traiter l'immigration de manière différente pour en recueillir les bénéfices et relever les défis qu'elle pose», affirme la Commission.

TCHAD

Les rebelles affirment «rouler» vers N'Djamena qui dément

Les rebelles du Tchad, qui ont lancé une offensive mercredi dans l'est, ont affirmé hier avoir largement pénétré dans le pays et «roulé» vers N'Djamena, où les autorités démentent et dénoncent une «campagne d'intoxication dénuée de tout fondement».

«C'est une campagne d'intoxication de la rébellion. C'est dénué de tout fondement», a démenti une source officielle tchadienne de haut rang.

Des sources militaires françaises n'ont pas repéré de mouvements importants. Une source a ironisé auprès de l'AFP : «Les rebelles sont surtout dans les médias». La France dispose de 1 200 hommes et de moyens aériens dans le cadre de la mission Epervier et fournit en outre le gros des troupes de l'Eufor, la force européenne déployée dans l'est.

«Nous sommes en train d'avancer. Nous avons dépassé Goz Beïda (est, 700 km de N'Djamena), a affirmé Ali Gueddeï, porte-parole de l'Alliance nationale qui regroupe plusieurs factions rebelles, joint par téléphone depuis Libreville.

«Il n'y a pas d'accrochage et les survols d'hélicoptères (tchadiens) se sont réduits après que nous ayons abattu un hélicoptère. Lentement mais sûrement, nous roulons sur N'Djamena. Notre objectif est N'Djamena. Ce n'est un

secret pour personne», a-t-il conclu.

En février, lors d'une offensive similaire, l'Alliance nationale avait atteint la capitale tchadienne, encerclant le palais du président Idriss Deby Itno, avant d'être repoussée. Abderaman Koulamallah, un autre porte-parole de l'Alliance, a affirmé que les rebelles disposaient de «500 à 600 véhicules représentant 7 000 à 8 000 hommes», soit près du double que lors de l'offensive de février.

La rébellion avait annoncé jeudi «une marche imminente» sur N'Djamena et qu'elle avait «abattu un hélicoptère» lors de combats avec l'armée régulière dans le Dar Sila, dans l'est du pays.

L'état-major tchadien avait démenti en indiquant que cet hélicoptère effectuait «un vol d'entraînement» avant de procéder à «un atterrissage forcé à Abéché (la grande ville de l'est) suite à des problèmes de moteur». L'accident n'avait pas fait de victime.

«Des mercenaires à la solde du Soudan sont entrés



Photo : DR

Des soldats tchadiens patrouillant à bord de leur pick-up.

hier dans la région du Dar Sila. L'armée tchadienne a pris toutes les dispositions pour enrayer cette énième agression», avait affirmé jeudi soir le gouvernement dans un communiqué.

«Cette nouvelle incursion confirme une fois de plus que le Soudan viole ses engagements», avait ajouté le communiqué qui accuse le Soudan de manipuler les rebelles.

Début avril, des combats dans l'est du Tchad avaient tourné au large avantage de l'armée. Selon des sources militaires européennes, l'ar-

mée tchadienne s'est «beaucoup renforcée» depuis février «non loin de la frontière est».

Le Tchad et le Soudan s'accusent régulièrement de soutenir les rébellions en lutte contre leur régime respectif. Ils ont rompu à la mi-mai leur relations diplomatiques après une attaque menée près de Khartoum par un groupe rebelle soudanais du Darfour, le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM).

N'Djamena avait nié «toute implication». Les deux pays entretiennent depuis cinq ans des relations très tendues et tumultueuses.

COUR SUPRÊME AMÉRICAINE

Les détenus de Guantanamo ont droit à une justice civile

La Cour suprême américaine a déclaré jeudi que la Constitution garantissait aux détenus de Guantanamo le droit de saisir la justice civile, un nouveau revers pour l'Administration Bush qui ne rend pas pour autant la liberté aux prisonniers.

Le ministre américain de la Justice Michael Mukasey, a toutefois assuré, hier, que les tribunaux militaires d'exception continueraient à juger des détenus de Guantanamo.

«La décision de la Cour ne concerne pas les tribunaux militaires qui vont continuer à travailler», a déclaré M. Mukasey qui participait à une réunion avec ses homologues du G8 à Tokyo.

C'est la troisième fois que la plus haute juridiction du pays rejette les arguments du gouvernement sur le centre de détention de la base américaine à Cuba, qui compte encore environ 270 prisonniers, malgré une réprobation internationale quasi unanime.

En 2004 puis en 2006, les juges avaient estimé que les détenus pouvaient saisir la justice fédérale, une procédure charnière du droit anglo-saxon appelée «habeas corpus». Mais ils s'étaient alors appuyés sur des textes de loi modifiés depuis par le Congrès. Mais par 5 voix contre 4, la Cour a estimé que même si

Guantanamo était officiellement en territoire cubain, la base fonctionnait de fait comme un territoire américain où certains droits fondamentaux inscrits dans la Constitution devaient être respectés.

«Les requérants bénéficient du privilège constitutionnel le «habeas corpus», a tranché la Cour suprême dans la décision rédigée par le juge Anthony Kennedy.

Le président George W. Bush a déclaré jeudi à Rome qu'il désapprouvait la décision mais qu'il l'appliquerait : «Nous appliquerons la décision de la Cour. Cela ne signifie pas que je sois d'accord (...). Je suis profondément d'accord avec les juges minoritaires.» Parmi les candidats à sa succession, le Démocrate Barack Obama a salué la décision comme «un pas important pour rétablir notre crédibilité comme nation engagée à défendre l'Etat de droit et pour rejeter un faux choix entre la lutte contre le terrorisme et la protection» des libertés individuelles.

«Je n'ai pas encore eu l'occasion de lire la décision, elle m'inquiète évidemment beaucoup. Ce sont des combattants illégaux, ce ne sont pas des citoyens américains», a pour sa part souligné le Républicain John McCain, favorable, comme M. Obama, à la fermeture du centre de détention. Il revient désormais aux juges du tribunal fédéral de Washington d'examiner au cas par cas chaque plainte de détenu dans un cadre

encore imprécis fustigé par le président de la Cour, le juge John Roberts.

Cette décision «est une victoire complète non seulement pour nos clients mais pour tous les Américains et les citoyens du monde, et par-dessus tout pour l'Etat de droit», a déclaré David Cynamon, qui représente les détenus koweïtiens, alors qu'Amnesty International saluait «un pas en avant essentiel vers la restauration de l'Etat de droit».

La décision «devrait aussi marquer le début de la fin pour la procédure des tribunaux militaires d'exception», avait ajouté Steven Shapiro, directeur juridique de l'Aclu, la puissante association de défense des libertés, avant les déclarations de M. Mukasey.

La décision rouvre en effet la porte des tribunaux civils pour les quelque 80 détenus que l'Administration compte traduire devant ces tribunaux militaires d'exception, invalidés en juin 2006 par la Cour suprême mais réinstaurés quelques mois plus tard par le Congrès.

Déjà plusieurs fois reportés, les premiers procès doivent s'ouvrir cet été dans une salle d'audience toute neuve — mais démontable — installée sur la base à Cuba. Le premier à comparaître pourrait être Salim Hamdan, un ancien chauffeur d'Oussama Ben Laden, qui avait été à l'origine de la décision de 2006 et qui conteste à nouveau la validité du système.